TROISIEME ANNÉE — N° 69 LE NUMERO : 0 fr. 50 MERCREDI 9 MARS 1938

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédaction-Administration - **15, passage Dubail** (54, Bd. Magenta) **Paris X^e^**

ABONNEMENTS

France : 1 an : **22 frs.** ; 6 mois **11 frs.** ; 3 mois **5 frs.**

Etranger : 1 an : **40 frs.** ; 6 mois **20 frs.** ; 3 mois **10 frs.**

Compte Chèque Postal : **Alfred BARDIN** : n° **1907-81 Paris**

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4^e^ Internationale

Un aveu qui compte :

Celui de MUSSOLINI

" Staline rend un notable service au fascisme en fauchant " à large brassée " ses ennemis déclarés, maintenant qu'ils sont impuissants ".

Extrait d'un article de Mussolini dans le " Popolo d'Italia " du 5 Mars 1938

LA SANGLANTE IMPOSTURE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DE STALINE

Nous ne pourrons donner ici qu'un bref aperçu des reponses a donner aux calomnies, mensonges et provocations etalées au Procès de Moscou. Ces premières notes sont rédigees alors que le procès est en cours. Mais nous les completerons largement ensuite. Cette fois non plus il ne restera pas pierre sur pierre des inventions de Staline.

Comme pour les precedents proces, on peut déja faire porter l'examen sur les points suivants :

1. Tous les FAITS allégués au procès, situés hors de l'U.R.S.S., c'est-à-dire hors du contrôle du Guépeou, sont démentis.

2. Les AVEUX ont la même nature que les précédents (le caractere est renforcé par la rétractation de Krestinsky, et la demi-résistance de Boukharine).

3. Des FALSIFICATIONS HISTORIQUES les plus flagrantes et les plus énormes servent à étayer l'accusation.

4. Le PROCES EST DESTINE à masquer : a) la faillite de la politique internationale du Front Populaire; b) la crise économique en U.R.S.S. et ses répercussions dans la bureaucratie dirigeante, — et à jeter un défi au Prolétariat après les conclusions de la Commission d'Enquête de New-York. Sa pointe est dirigée contre la IV^e^ Internationale.

I. - Faux témoignage

Déjà, une série de faux-témoignages sont établis. Une commission d'Enquete devra les vérifier d'aussi près que ceux des deux precédents proces.

1. L'ex-commissaire du peuple *Tchernov* prétend avoir vu Dan (l'un des dirigeants mencheviks à l'étranger) a Berlin en 1928, etre entré par son intermédiaire au service de la police allemande, et avoir organisé avec lui l'intervention armée contre l'U.R.S.S. Dan a affirmé n'avoir jamais vu Tchernov de sa vie.

2. Krestinsky prétend avoir rencontré Trotsky a Merano, en octobre 1933 et reçu des directives. Trotsky a déjà répondu a ce mensonge (5.3.38) :

« On sait tres bien — la police française a pu l'établir — que je ne pus me rencontrer avec Krestinsky en Italie le 10 octobre 1933, car, le 9, j'étais parti, souffrant, de Saint-Palais près de Royan, ou je séjournais depuis le 25 juillet, pour Bagnères-de-Bigorre, où je restai jusqu'au 1^er^ novembre, date de mon installation à Barbizon. Les preuves irréfutables de ce que j'avance se trouvent entre les mains de la Commission Dewey, à New-York. »

3. Krestinsky prétend avoir versé « des sommes importantes », en 1928, à l'Hôtel Excelsior, à Berlin, à Alfred Rosmer et Magdeleine Paz, pour les « organisations trotskystes ».

Rosmer, dont nous publions d'autre part une déclaration, a déjà envoyé un démenti : « Je ne suis allé à Berlin à aucun moment de l'année 1928. »

Je n'ai jamais été ni ne me suis jamais rencontré à Berlin avec Magdeleine Paz. Je n'ai jamais rendu visite à Krestinsky à Berlin. »

Il a envoyé à Vichinsky, le télégramme suivant: « Oppose démenti absolu affirmation Krestinsky rencontre Berlin 1928. Demande suspension procès permettre réfutation. »

Mad. Paz a opposé un démenti analogue et, pour sa part, adressé le télégramme suivant à Vichinsky : « Oppose démenti formel allégations Krestinsky me concernant. Suis prête répondre commission rogatoire pour en démontrer la fausseté ».

4. Une série de journalistes bourgeois (Emile Buré, Scheffer, Lady Paget) qui auraient prétendûment « rencontré » Rakovsky ou Rykov, ont opposé des démentis catégoriques, en particulier Buré, pourtant chaud partisan de la politique stalinienne du pacte franco-russe.

5. Bessonov (l'un des provocateurs de bas étage amalgamés dans le procès) prétend avoir servi de lien avec Sedov. Sedov n'est plus là aujourd'hui pour répondre, comme il l'avait fait précédemment, aux mensonges des Bessonov, Rosengoltz et autres. Mais l'examen de son activité fait par la précédente Commission et les témoignages de ses amis, parviendront sans peine à établir l'inexistence de ces prétendues rencontres.

Ainsi, ce ne sont plus 1, 2 ou 3 fausses rencontres qui sont alléguées au troisieme procès : c'est une dizaine de pseudo contacts, *tous vérifiables à l'étranger*, qui sont jetés par Staline en défi à la vérité. Démasquée dans ses précédentes provocations, le Guépéou croit s'en tirer en les multipliant. Il rendra en réalité par là leur vérification plus aisée. Et chacun pourra avec encore cent fois plus de certitude en tirer la conclusion :

Si les *points de faits, vérifiables contradictoirement à l'étranger, hors du filet de la Guépéou, s'averent des mensonges et s'écroulent comme des châteaux de cartes*, alors il est clair que tout l'échafaudage du procès est une comédie judiciaire montée par Staline et dans laquelle les accusés croient, comme dans la précédente, servir la cause générale de l'U.R.S.S.

Il faut mentionner qu'il y a toute une autre série de faits qui sont vérifiables (rendez-vous de Trotsky à la Gare du Nord, contacts avec des députés français bourgeois Nicolle et Louis-Louis Dreyfus, etc...).

II. - Prétendues lettres et instructions de Trotsky

Comme dans les précédents procès les auto-accusés prétendent avoir reçu les *lettres nombreuses* de Trotsky, leur demandant de tuer Gorki, etc. Naturellement, il ne reste pas trace de ces lettres ! On nous répète que c'est à cause de la « conspiration » que les pseudo-destinataires ne gardaient pas ces lettres. On comprendrait mieux que ces hommes politiques aient conservé des pièces à conviction si importantes. Mais non ! Il n'en existe aucune ! Evidemment comme toutes celles dont parlait Radek, elles n'existent que dans l'imagination de la Guépéou.

III. - Toujours les aveux

Tout montre que les « aveux » ont été fabriqués dans ce procès comme dans les précédents. Cependant, l'amalgame était beaucoup plus compliqué, les « aveux » se ressentent aussi de cette situation. Enfin, le but politique visé par le procès (mise en cause non seulement de l'Allemagne et du Japon mais de l'Angleterre, de la Pologne, de la Deuxième Internationale, de « milieux capitalistes français », etc.) étant beaucoup plus complexe, les « aveux » sont aussi bien plus nuancés (quoique tout aussi délirants d'absurdités), et il s'est même produit les « ratés » *comme la rétractation de Krestinsky.*

La rétractation de Krestinsky jette un jour très cru sur la signification des aveux, ainsi que certaines déclarations de Rakovsky.

Dès le début de la première audience, Krestinsky se dresse et affirme : « Je n'ai jamais été un trotskyste; je n'ai pas revu Trotsky depuis qu'il est en exil. Je n'ai jamais rencontré Sedov ! » Stupeur...

Le lendemain, il reprend le fil des aveux... Mais ce sursaut (*même s'il a été concerté pour ménager la vraisemblance*) suffit à démasquer la « procédure » du Guépéou. Car si Krestinsky « avoue » à nouveau, ce n'est pas parce qu'il a été confondu dans un debat contradictoire, mais parce que... la nuit porte conseil.

Rakovsky déclare aussi « *qu'il fait des aveux parce qu'il pense etre utile à l'U.R.S.S.* ». Enfin, Boukharine refuse de reconnaître qu'il soit un espion. Vichinsky essaye-t-il de le contondre par l'appel à des témoins, l'examen de faits précis, contradictoires, etc ? Nullement. Il s'efforce seulement de lui rappeler... la convention.

Toute la mécanique des « aveux » se dévoile au troisieme procès. Ce que nous seuls avons expliqué lors des deux premiers procès devient clair pour la masse. Une fois de plus il est evident que les *aveux* destinés à renforcer le prestige de Staline, ne sont que le dernier degré de la déchéance politique commencée par les capitulations politiques antérieures. A quoi il faut ajouter l'espoir de la vie sauve et l'interprétation complètement fausse des intérêts de l'Etat Soviétique.

IV. - Le complot militaire

Une série d'accusés font, à retardement des révélations sur Toukhatchewsky, Gamarnik, Iakir, c'est-à-dire sur les chefs de l'armée rouge fusillés en secret il y a sept mois.

Bien entendu, l'acte d'accusation et les « témoins » peuvent raconter tout ce qu'ils veulent puisqu'aucun de ces accusés-là ne pourra plus témoigner. Mais il faut souligner que tous *accusent Toukhatchewsky d'avoir voulu supprimer Staline et sa clique pour s'emparer du pouvoir.* Toukhatchevsky fut tué non pour cette raison (à l'époque, pas un mot ne fut prononcé sur ce complot), mais, pour avoir été *un espion au service de l'Allemagne* et avoir livré des secrets militaires à la Gestapo.

L'accusation initiale était évidemment un prétexte. Mais à l'époque *Trotsky a expliqué qu'il était bien plus vraisemblable que les chefs militaires étaient mécontents du régime stalinien qui ruine le pays*, et qu'ils payèrent de leur tête cette opposition (dont faisait partie au début Vorochilov lui-même).

La provocation consiste maintenant à relier cette hostilité des chefs de l'armée rouge à la politique économique liquidatrice préconisée par Boukharine (d'ailleurs appuyé par Staline !), entre 1924 et 1928.

(A souligner la satisfaction de l'Etat-Major français devant la nouvelle version officielle de l'exécution de Toukhatchevski, qui lève l'hypothèse d'alliés-agents de l'Allemagne, et affirme le bon principe « républicain » de la subordination de l'armée au pouvoir civil !).

V. - Le soi-disant bloc « Trotskyste-droitier »

Toute une partie du procès est montée sur l'existence d'un soi-disant bloc « trotskyste-droitier » — autrement dit « gauche-droite ». Mais même l'acte d'accusation est très pauvre sur ce sujet. Le soi-disant bloc n'existe que par les pseudo-rencontres entre Trotsky et Krestinsky-Boukharine, les discussions Rakovsky-Boukharine, tout cela d'ailleurs dispersé dans le temps de 1928 à 1937. »

En réalité, l'opposition de gauche (trotskyste) s'est justement formée dans la lutte contre le bloc (réel celui-là) centre-droite, c'est-à-dire Staline-Boukharine, entre 1924 et 1928, date à laquelle Staline évolua partiellement à gauche en liquidant Rykov et Boukharine, ce qui motiva le retour d'une partie des oppositionnels dans le giron de Staline (les Capitulards).

La politique des droitiers a toujours été hostile aux bolchevicks-léninistes, même lorsque ceux-ci furent à leur tour emprisonnés. Ils n'eurent de discussion (en 1929-30) qu'avec certains capitulards.

Mais, eux comme Toukhatchewski, ne pourraient pas ne pas voir à quelles difficultés, quelles catastrophes Staline mène l'U.R.S.S. et le mouvement ouvrier. Encore une fois, l'amalgame provocateur consiste à lier à leur tour les droitiers (auxquels on adjoint Tchernov ou Grinko, qui ont pourtant été des réalisateurs du plan quinquennal) avec de soi-disants trotskystes et avec les polices étrangères.

A noter qu'internationalement les bolcheviks-léninistes se sont toujours délimité avec précision des droitiers (Brandler, Thalheimer, Lovestone, Troca, etc...).

VI. - Iagoda et Kirov

Iagoda est le fabricant des deux premiers procès. Il est maintenant accusé (il s'accuse !) non pas d'avoir assassiné Zinoviev, Kamenev, Piatakov, et autres, ce qui serait vrai, mais d'avoir tué Menjinsky, son prédécesseur, et d'autres. Il aurait participé au complot avec Toukhachevski et Boukharine.

Iagoda comme fabricateur des premiers procès, n'éprouve évidemment aucune difficulté pour évoluer parmi les mensonges les plus abjects. Mais il y a un point sur lequel *il dit la vérité : Il connaissait les préparatifs d'attentat contre Kirov !* Dès 1934, Trotsky a démonté complètement ce côté de l'affaire: Nicolaiev ,le meurtrier de Kirov, était « tenu en main » par la Guépéou. On espérait un *attentat manqué*, qui aurait permis de lier Nikolaiev, jeune communiste désemparé, avec Trotsky, selon la technique policière classique. C'est aujourd'hui confirmé entièrement. L'acte d'accusation déclare même que Nikolaiev fut arrêté une première fois avec un révolver autour de l'auto de Kirov, *et relâché!* Finalement, le coup de révolver de Nicolaiev tua... Les dirigeants de la Guépéou de Léningrad, payèrent pour cette « faute ». Et Iagoda la paye à son tour: il ne révèlera pas ainsi *que Staline était aussi au courant de la provocation autour de Kirov!*

(*Suite page 2*)

Les cadres ouvriers de Juin 1936 devant la situation

Pendant qu'à Moscou monte l'horreur sanglante d'un nouveau chapitre des crimes staliniens, de leur côté, les événements politiques qui se déroulent en France, sous le terne et monotone aspect d'une comédie parlementaire, renferment de grandes conséquences pour l'avenir le plus immédiat.

Sans coup férir, Chautemps a obtenu les votes des députés « communistes » et « socialistes » en faveur de la Caisse autonome de la Defense Nationale. Les députés actuels du camp ouvrier, d'accord en cela avec les bonzes de la C.G.T., ayant placé, une fois pour toutes, la Défense Nationale au-dessus de la Défense Ouvrière, contre les exploiteurs, trahissent chaque jour cette dernière.

Trahison que Croizat, Moch et leurs collègues des deux partis ont clairement illustrée dans le vote de la loi sur « la conciliation et l'arbitrage ». Et cette loi engage les modalités d'application des cinq autres lois du Statut Moderne du Travail ».

Au service de la Défense Nationale de l'Unité de la Nation, les grands apôtres de la paix sociale, qui se dénomment « communistes » ou « socialistes » troquent les garanties réelles de la lutte de la classe ouvrière, entrainant toutes les couches exploitées contre les exploiteurs d'abord, vers le contrôle ouvrier sur la production capitaliste, contre les garanties purement illusoires à inscrire dans la légalité bourgeoise, c'est-à-dire : dans la légalité de l'exploitation capitaliste du travail des ouvriers. Ces garanties-là (*je parle de celles, bien misérables que les porte-plumes officiels ont inscrit et inscriront sur le papier à en-tête de la République française*) sont entre les mains des exploiteurs. *Les Croizat et autres bonzes de la C. G.T. peuvent ergoter sur une ou deux phrases officielles, ils ne changeront rien au fait que c'est l'appareil administratif, judiciaire et policier des exploiteurs qui est chargé de l'application de leurs soi-disant « garanties » de réformes ouvrières. Il n'y a pas de garantie là-dedans, le masquer, c'est trahir.*

La trahison des trahisons, celle qui entraine toutes les autres en régime capitaliste, c'est le social-patriotisme.

Messieurs les députés « socialistes » et « communistes » veulent la Défense et l'Unité de la Nation. C'est aussi la principale chose que les grands capitalistes exigent du gouvernement bonapartiste.

(*Lire la suite page 2. 6^e^ colonne*)

A bas la Répression !

SARRAUT, PROTECTEUR DES CAGOULARDS, INTERDIT UN MEETING DU SECOURS INTERNATIONAL.

Vendredi soir, le SECOURS INTERNATIONAL, associé avec le P.P.A., le P.O.I., les J.S.A., etc.., avait convoqué un grand meeting pour protester contre la répression aux colonies, pour exiger la libération de TA-TUH-TAU, de MESSALI, d'EL FASSI. Vu les événements, le PROCES DE MOSCOU devait être traité au meeting.

Sarraut fit interdire le meeting ! La veille, la police prévint les organisateurs. Sarraut veut empêcher à tout prix le PARTI DU PEUPLE ALGERIEN de s'adresser aux ouvrier français, aussi bien à Paris qu'à Alger.

C'est normal, le fusilleur du 9 février, le protecteur des Cagoulards, pourchasse les vrais amis des opprimés, les révolutionnaires. Naturellement, les chefs staliniens font leur partie dans cette politique de répression.

Plus d'un millier de travailleurs se heurtèrent devant la salle du meeting aux barrages de police, Des tracts furent distribués expliquant aux travailleurs l'attitude de Sarraut.

La population laborieuse du quartier était indignée et manifesta sa sympathie au P.P.A., au P.O.I. et au SECOURS INTERNATIONAL. La semaine prochaine, les travailleurs viendront encore plus nombreux au MEETING DE PROTESTATION qui sera annoncé par affiches.

A bas Sarraut ! Libérez TA-THU-TAU, MESSALI et EL FASSI !

Le Gouvernement Français complice de Staline

La presse bourgeoise française vient de recevoir l'ordre formel du gouvernement de ménager Staline et sa justice dans ses commentaires sur le procès. Plusieurs journaux se sont immédiatement exécutés. Il incombe donc à la presse ouvrière honnête de poursuivre seule l'œuvre de la vérité.

Dernière minute :

DEUX ARTICLES NOUS PARVIENNENT

Au dernier moment nous recevons un article important du Secrétariat pour la IV^e^ Internationale à Genève.

Malheureusement, le défaut de place nous oblige à remettre la publication des rectifications précises au prochain numéro.

Lire la semaine prochaine :

TROP DE BOUE ! TROP DE SANG !

par Alfred ROSMER

La Fédération des Techniciens (C.G.T.) contre les crimes Staliniens

Paris, *le 3 mars* 1938.

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Nous vous prions de bien vouloir passer dans votre prochaine édition, le communiqué suivant :

RESOLUTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE DE LA F.D.T.

La Commission Exécutive de la Fédération des Techniciens de la C.G.T. s'associe pleinement à l'attitude de la Fédération Syndicale Internationale concernant le procès de Moscou commencé le 2 mars 1938.

Le conformisme de l'esprit devant les puissants et la raison d'Etat conduisent trop souvent encore à des restrictions que nous ne saurions admettre et qui ne peuvent convenir dans notre C.G.T. qui lutte pour l'émancipation des travailleurs.

Notre mouvement de Techniciens, fort de ses 80.000 *membres, participe à cette lutte et l'atmosphère de probité intellectuelle dans laquelle il se développe ne saurait comporter ni le silence ni l'approbation sur les grossières invraisemblances qui caractérisent le procès de Moscou. La C. E. Fédérale estime de son devoir de souligner que le spectacle d'un tel système social et juridique risque de renforcer les préjugés et les appréhensions des Techniciens et des Ingénieurs non cégétistes sur les perspectives fondamentales du mouvement ouvrier. La responsabilité des cadres dans la production ne peut être sanscionnée dans l'arbitraire et de telles conditions pourraient conduire notre organisation à exprimer des réserves sur l'unité syndicale internationale.*

La C. E. Fédérale en exprimant ces observations, croit rester dans la tradition généreuse du syndicalisme français.

Après la mort de Léon SEDOFF

Ainsi que nous l'avons signalé, l'enquête se poursuit pour établir les causes directes de la mort de notre camarade Léon Sedoff.

Nos camarades Gérard Rosenthal et Jean Rous se sont constitués, en tant qu'avocats, partie civile pour Léon Trotsky. Autopsie et contre-autopsie, ont eu lieu. L'essentiel, l'expertise toxicologique se poursuit. D'autre part, à l'occasion de l'instruction, toutes les investigations seront poussées à fond par les représentants de Léon Trotsky.

En ce qui concerne l'examen toxicologique qui est fait par le Dr Kahn-Abrest et par un contre-expert, soulignons l'importante déclaration ci-après de Léon Trotsky :

« Il n'y a, cependant pas de bases, pour mettre en doute l'impartialité de l'examen medico-légal, quelles que soient ses conclusions.

« N'étant pas un spécialiste, je me permets néanmoins de noter tout particulièrement une circonstance importante. Si nous avons à admettre la possibilité d'un empoisonnement, alors nous devons nous souvenir qu'il ne saurait être question d'un poison ordinaire. A la disposition du Guépéou, il y a de très exceptionnels moyens scientifiques et techniques qui rendront le problème de l'examen médical plus que difficile.

C'est pourquoi, nous ne saurons nous satisfaire d'un examen toxicologique superficiel.

Nous avons dit : indépendamment des résultats de cet examen médical, nous affirmons que les persécutions du Guépéou ont assassiné notre grand camarade, mettant son corps à la merci d'une banale opération.

Mais sur les causes directes de la mort elle-même, l'investigation est ouverte, nous la poursuivrons jusqu'au bout.

Malheureusement, des circonstances dues à la vie privée de notre camarade ont remis entre les mains de personnes complètement étrangères à notre organisation, les initiatives de consultations et hospitalisation, ainsi que la surveillance du malade, et jusqu'aux dernières heures, nous avons ignoré même sa maladie.

Privés aux heures critiques de la possibilité d'accomplir leur devoir révolutionnaire envers Léon Sédoff, les militants de la IV^e^ Internationale et les sympathisants ont tenu à assumer les charges matérielles des obsèques et des vérifications médico-légales qui s'imposaient et s'imposent encore.

Il faudrait, en plus, dépenser, environ 15.000 francs pour acquérir la tombe qui revient au militant et fils du fondateur de l'Armée Rouge au Père-Lachaise auprès du Mur des Fédérés. Que nos camarades et amis nous adressent leur souscription au plus tôt.

STALINISME & INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Avant de lever le rideau sur le troisième procès contre les vieux bolcheviks, Staline a lancé une fois de plus dans la circulation un véritable faux politique, sous forme d'une réponse à un jeune communiste : tout simplement, le théoricien du « socialisme dans un seul pays » veut se faire passer pour un défenseur de l'Internationalisme prolétarien ! C'est une véritable imposture...

Cette discussion a d'ailleurs le caractère classique de la falsification : en U.R.S.S. domine le bonapartisme policier, la presse est asservie à l'appareil de Staline, les élections se font avec un candidat officiel, les œuvres de Trotsky et de dizaines d'autres marxistes sont détruites, aucune discussion sur le socialisme ne peut avoir lieu librement, les conférences, congrès, etc..., ne sont que des cérémonies officielles. L'ouvrier se tait; la jeunesse est dans l'impasse — voilà le vrai régime politique stalinien. Mais, soudain, le monde entier est gratifié de la « discussion démocratique » entre l'obscur jeune Ivanov et Staline. Ainsi le tzar permettait-il aux jeunes nobles repentants de lui écrire « comme à leur père »... Au lieu de la discussion et de la critique dans les masses, on a la réponse paternelle au jeune étudiant, qui *ouvre et clôt à la fois* la discussion !

Ivanov est tout à fait rassuré sur un point : « Le socialisme a triomphé à l'intérieur du pays ». Mais il est moins sûr du second : « A-t-on la garantie complète contre l'intervention et par conséquent contre la restauration du capitalisme » ? Ivanov ajoute que sa question a été qualifiée de « sortie trotskyste ».

Et que répond Staline ? Quant à la victoire du socialisme en U.R.S.S., il n'a pas de doutes. C'est pour lui « un aspect » de la question, un « premier groupe de contradictions » (résolues, celles-là). Cependant, sa réponse est empreinte d'une fausse modestie : « *Nous avons réussi en effet, à liquider notre bourgeoisie, à établir une collaboration fraternelle avec notre paysannerie et à édifier dans l'essentiel la société socialiste, bien que la révolution socialiste n'ait pas encore vaincu dans les autres pays* ».

En effet, cette affirmation répond à côté de la question. La bourgeoisie a été liquidée en U.R.S.S., non par la politique stalinienne, mais par la révolution d'Octobre, conduite par Lénine et Trotsky. Mais, la liquidation politique de la bourgeoisie et de ses positions économiques fondamentales ne signifiait pas encore que le socialisme était déjà instauré; l'expropriation fournissait les bases pour progresser dans la voie de l'organisation progressive de rapports socialistes, mais rien de plus.

Staline cite ensuite la *collaboration fraternelle avec la paysannerie*. Cette formulation suffit par elle-même à préciser ce qu'est ce soi-disant « socialisme réalisé ». Au lendemain du plan quinquennal, le mot paysannerie était banni; les paysans aisés (koulaks) étaient soi-disant liquidés « en tant que classe ». Les paysans étaient devenus dans leur masse des kolkhoziens et des sovkhoziens, c'est-à-dire des travailleurs socialistes de la terre, au même titre que les travailleurs socialistes de l'usine. Sur cette base, les perroquets répétaient qu'en Russie «il n'y avait plus de classes », et que par conséquent, la victoire du socialisme y était assurée, définitive, inscrite dans la structure sociale elle-même.

Et maintenant, Staline se cache derrière la formule modeste : la classe ouvrière « a établi une collaboration fraternelle avec notre paysannerie ». Il s'agit de la collaboration de deux classes distinctes, et non de leur liquidation ! Que la stabilité en U.R.S.S. soit encore commandée par les rapports entre la paysannerie et le prolétariat, sur la base des lois du marché capitaliste (quoique modifiés par la planification étatique), voilà qui marque justement que l'U.R.S. n'a pas encore du tout *abouti* au socialisme. Des chapitres lumineux de « *La Révolution trahie* » l'ont établi sans conteste.

Malgré cela, Staline estime qu'on a « édifié dans l'essentiel la société socialiste »! Dans l'essentiel... Cela veut-il dire que l'essentiel de la société socialiste c'est l'instauration d'une « collaboration fraternelle » entre la paysannerie et le prolétariat, alors que la nécessité de cette collaboration hétérogène marque au contraire, que non seulement l'essentiel, mais à peine l'embryon, d'une société socialiste, existe ? La différenciation sociale croissante, l'omnipotence croissante de la bureaucratie font-ils aussi partie de « l'essentiel » de la société socialiste?

Staline est embarrassé dans ses formules justement parce qu'il veut donner le change au sujet de « la seconde question » : peut-on « considérer la victoire du socialisme dans notre pays comme définitive, c'est-à-dire libérée de la menace d'une agression militaire et des tentatives de restauration du capitalisme, alors que le socialisme n'a triomphé que dans un seul pays et que l'encerclement capitaliste continue d'exister ? » A cette question il répond : non ! et il lance un appel à la classe ouvrière internationale à la défense de l'U.R.S.S.

Une série de journaux bourgeois se sont exclamés à ce sujet : mais c'est du trotskysme ! C'est de nouveau la révolution universelle ! etc... (même dans sa manchette du numéro 67 *La Lutte Ouvrière* a pu laisser place à une équivoque de cette sorte). En réalité, il n'y a rien du tout de cela dans la lettre de Staline. Imitant l'attitude d'un partisan de l'Internationalisme prolétarien, il ne fait que s'embourber un peu plus profondément dans les sophismes du « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire de l'incompréhension radicale de la situation de l'U. R. S. S. dans le monde capitaliste.

(A suivre.)

CONVOCATION
pour les membres du P. O. I. et des J. S. R.

Réunion d'informations
sur le
PROCÈS DE MOSCOU
MARDI 15 Mars 1938
à 20 heures 45
SALLE DE L'HOMME ARMÉ
44, Rue des Archives

L'IMPOSTURE STALINIENNE

(Suite de 1re page)

VII - Le sabotage économique

Toute une série d'accusés reprennent les « aveux » antérieurs sur le *sabotage économique*. Cette question a été bien éclaircie. Tous ces hommes servent de bouc émissaire pour *l'échec de la propre politique économique de Staline.*

La diminution du cheptel, les disproportions dans les différentes branches industrielles, l'état désastreux des transports, la mauvaise qualité de la production, ont été prévus par nous. On en accuse le sabotage. Mais cette explication ne répond à rien dans les circonstances actuelles où se développe en U.R.S.S. *une grave crise économique.*

Dans notre prochain numéro, nous apporterons des chiffres officiels qui prouvent que la crise économique actuelle est l'une des causes fondamentales qui ont poussé Staline à donner en pâture au mécontentement des masses, une série de dirigeants économiques.

Aucun des observateurs honnêtes de la situation économique en U.R.S.S. ne pourra croire que les difficultés et contradictions actuelles (qui risquent de transformer en *une crise du régime de classe de l'U.R.S.S.*) sont dues au sabotage... des dirigeants de l'économie. Maintenant seulement commencent pous le système social et économique soviétique les véritables difficultés. Par ses mises en scène et le pseudo « sabotage-trotskyste » la clique bonapartiste de Staline croit masquer la vraie situation.

Or, c'est au contraire en disant *la vérité* au prolétariat international, en appelant les difficultés par leur nom, que l'U.R.S.S. pourra sortir des graves difficultés actuelles.

⁂

Dans ce premier examen, écrit alors que le procès continue encore, nous nous sommes bornés à mettre le doigt sur quelques-uns des multiples mensonges, falsifications et provocations qui sont mises à jour. Toute une série de problèmes d'importance capitale est impliquée dans le déroulement de ce procès. Mais, pour la classe ouvrière, un point domine les autres: *c'est que le but essentiel de Staline est la destruction de Trotsky, de la IVe Internationale, de l'avant-garde prolétarienne.*

Les staliniens ont comme mot d'ordre : « à bas les *cagoulards de France et de Russie* », avec cette provocation grossière, Thorez, Duclos, Cachin visent clairement un but : MASSACRER LES MILITANTS du PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE, terroriser tous les ouvriers d'avant-garde, toute minorité dans les syndicats.

Cachin-le-sanglant demande tous les jours la tête des accusés, « *comme faisaient les jacobins en* 1793 ». En assimilant la défense du bonapartisme stalinien *contre les révolutionnaires*, et la défense des révolutionnaires *contre la réaction féodale et monarchiste en* 1793, les staliniens se livrent à une falsification policière, analogue à celle du *Temps* qui compare Boukharine et ses co-accusés à Franco et ses gens.

Les bolcheviks-léninstes, en Russie, n'ont rien de commun avec le programme des capitulards et des droitiers. Mais seuls des bureaucrates cyniques peuvent assimiler ces courants avec des « Cagoulards », c'est-à-dire, aux bandes fascistes du grand capital français.

Quant aux *Cagoulards français*, qui sont leurs complices ? C'est *le Gouvernement Chautemps-Sarraut*, qui les met en liberté, qui les couvre, qui les protège alors que le Parti Ouvrier Internationaliste appelle à la lutte contre eux. Et qui soutient le gouvernement complice des Cagoulards ? *C'est le «Parti Communiste français»*! Pas une voix stalinienne ne manque au ministère complice des Cagoulards!

Déjà, la répression anti-prolétarienne en Espagne avait alerté les ouvriers sur les agissements de la Guépéou à l'étranger. C'est autour de la France, maintenant ! Il est temps de s'organiser pour riposter aux provocateurs et diviseurs du mouvement ouvrier !

Le Comité des Forges au secours de Staline

Le Temps, organe du Comité des Forges, s'est inquiété de la vague de réprobation qui s'étend dans la classe ouvrière contre les massacres de bolcheviks par Staline.

Dans deux éditoriaux, il a versé des larmes de crocodile sur les victimes en invitant discrètement les dirigeants staliniens à mettre une sourdine. Pour la bourgeoisie française, l'essentiel est que les ouvriers continuent à avoir confiance dans les chefs staliniens, qui les trahissent avec un brio encore plus remarquable que les réformistes.

Le 7 mars, le correspondant du Temps à Moscou, inquiet des répercussions des affirmations absurdes de Rakovsky et de Boukharine, se décide à écrire. Il ne croit pas possible que cela « soit monté de toutes pièces ». Selon lui « le terrain de l'accusation est solide sur plusieurs points, mais la thèse du procureur s'affaiblit maladroitement en se grossissant d'éléments fantaisistes et contestables ». On se trouverait en présence « de plusieurs révolutionnaires qui, n'ayant pu faire triompher leurs opinions politiques par les voies légales, n'ont pas hésité à employer contre Staline des méthodes auxquelles ils avaient eu recours contre le tsarisme ». Il considère comme fantaisistes les inculpations de liaisons avec la police capitaliste, mais déclare que les accusés sont coupables **comme le général Franco vis-à-vis du gouvernement républicain espagnol.** Cette canaillerie tend à justifier les exécutions vis-à-vis de l'opinion « démocratique ».

Le Temps assimilant tous les fondateurs de l'Etat ouvrier, de l'Internationale Communiste, des théoriciens et militants **communistes,** à son allié **Franco,** le boucher réactionnaire, porte-parole du grand capital et de l'Eglise, pour sauver la mise à Staline, qui, comme le dit Mussolini, travaille si bien pour le fascisme !

C'EST MUSSOLINI QUI DIT CELA !...

« *Staline rend un notable service au fascisme* » *dans le monde*

Le Popula d'Italia, du 5 mars, publie l'avis de Mussolini sur le Procès de Moscou. Le chef et fondateur du fascisme, qui s'y connait en fait de crimes contre-révolutionnaires, s'exprime ainsi :

« *Devant la catastrophe du système de Lénine, Staline serait devenu secrètement fasciste, mais étant Russe, ou mieux, un Géorgien c'est-à-dire une espèce de demi-barbare, il ne recourt pas à l'huile de ricin pour punir les chefs communistes si stupides et si criminels pour croire encore. L'ironie facile du système purgatif, il ne peut pas la comprendre. Il se sert du système qui avait cours dans les steppes de Genghis-Khan, en mettant l'Europe devant la férocité de ses tribunaux, en nous montrant le vrai visage désormais inchangeable de la Russie bolcheviste, Staline rend un notable service au fascisme en fauchant « à larges brassées » ses ennemis déclarés maintenant qu'ils sont impuissants.* »

Si Staline paralyse, emprisonne, assassine des « larges brassées » parmi les ennemis du fascisme, les ouvriers de France et du Monde montreront qu'il en reste encore, malgré Staline, malgré la valetaille des Cachin-Cogniot qui noircit des pages d'ordures et de mensonges contre - révolutionnaires dans l' « Humanité », dans « Ce Soir » et la presse régionale stalinienne.

Les ouvriers attendent que ces journaux apportent les preuves que Mussolini se trompe sur Staline. Nous risquons d'attendre longtemps, car les preuves et eux... ! Que Staline avoue donc !

Club Populaire du Cinéma

On nous communique :

Le « Club Populaire du Cinéma » organise sa deuxième séance le vendredi 1er avril à 21 h. précises, à la Salle Poissonnière (Métro : Bonne Nouvelle).

Devant le succès de sa première séance, le Club Populaire du Cinéma » a mis sur pied pour la séance du 1er avril un programme particulièrement sensationnel (2 grands films et le chef-d'œuvre de W. Disney).

Cette séance est strictement réservée aux membres du Club.

Pour tous renseignements écrire :

Club Populaire du Cinéma, 140, rue Marcadet, Paris (18e).

Les cadres ouvriers de Juin 1936 devant la situation

(Suite de la page 1)

Depuis juin 36, le gouvernement devait, pour calmer la combativité ouvrière, accorder quelques bribes de réformes, pas très importantes en elles-mêmes, mais néanmoins lourdes pour une économie capitaliste épuisée. Dès que la peur de la Révolution s'est éloignée, la bourgeoisie a affaibli l'appui gouvernemental sur la droite, chez les radicaux et au Sénat.

Cet appui est cependant plus nécessaire au deuxième gouvernement Chautemps qu'il ne l'était pour les gouvernements de Front populaire précédents. En effet, ceux-ci, épaulés bon gré, mal gré, par la combativité réelle des ouvriers sur la gauche étaient dans la même mesure garantis contre les défections sur la droite.

Le social-patriotisme stalinien et réformiste achève de délier les mains de Chautemps envers la classe ouvrière, et, par là même, lui permet de consolider son appui à droite en donnant des garanties et des avantages, notamment aux fascistes. Ainsi s'expliquent la libération de quatorze des principaux chefs des tueurs d'ouvriers fascistes, et l'arrêt des recherches véritables d'armements cagoulards, avant même qu'aucun des armements, bien plus importants, du P.S.F., du sinistre La Rocque, et du P.P.F., du renégat Doriot, n'aient été dévoilés.

Ainsi le social - patriotisme des Blum-Thorez-Jouhaux, provoque le glissement à droite du Gouvernement bonapartiste de Chautemps. Que les social-patriotes le veuillent ou non (sauf exception ils le font sans le vouloir), c'est, en dernière analyse, sur leurs têtes que retombent non seulement la responsabilité du renforcement actuel des bandes armées du fascisme, mais encore la responsabilité de l'accroissement de l'influence politique du fascisme sur les masses de la petite bourgeoisie, sur qui se sont appesanties les plus lourdes charges de la crise et des réformes, et qui traversent une phase de déceptions, quant aux espoirs qu'elles avaient placés dans l'écrasement des exploiteurs par la classe ouvrière de juin 36.

Sous nos yeux, le Gouvernement Chautemps évolue à droite à la recherche du centre bonapartiste d'équilibre qu'avaient trouvé, en 1934, Doumergue, puis Flandin. Mais la situation beaucoup plus chargée d'explosifs extérieurs et intérieurs au pays, ne peut qu'abréger la durée et rendre précaire l'équilibre gouvernemental au-dessus des antagonismes.

C'est de nouveau la lutte directe des classes qui devra résoudre le problème de la guerre, le problème du fascisme ou de la Révolution socialiste. Dans le camp patronal on accorde beaucoup plus d'importance qu'autrefois à la préparation réelle de la guerre civile contre les ouvriers, les générosités envers les bandes fascistes sont plus abondantes.

Mais, dans le camp ouvrier, les luttes de juin 36 et des mois suivants, ne sont pas non plus passées sans laisser des traces profondes. Des milliers, parmi les meilleurs ouvriers, se sont révélés au jour, ont commencé à faire leur éducation et leurs preuves de chefs responsables du prolétariat, dans les postes de délégués et les postes syndicaux. Pour devenir les cadres des prochains combats de classe, ils doivent faire un nouveau pas en avant contre le social-patriotisme et les conciliations staliniste et réformistes.

La capitulation social-patriotique des vieux chefs, qui détache les masses de l'action directe de classe isole les cadres de juin 36, les conduit dans l'impasse les livrant, eux d'abord, les masses ensuite, à la merci de la contre-révolution fasciste. Seul un Parti révolutionnaire du prolétariat, jeune et fort, reprenant l'héritage politique et tactique du marxisme-léninisme, forgé par les enseignements de toutes les révolutions de l'Histoire, pourra éviter l'écrasement des organisations ouvrières et acheminer les masses vers la conquête du Pouvoir. Les cadres ouvriers de juin 36, dans leur majorité, tireront cette leçon avant qu'il ne soit trop tard. Avec eux, le P.O.I. sera l'artisan de la victoire, de la révolution dans ce pays et de la IVe Internationale dans le monde.

IL FAUT DÉFENDRE L'U.R.S.S. CONTRE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

Il n'est plus maintenant possible de mettre en doute que la première grande victime des monstruosités innommables de Staline soit l'U.R.S.S. elle-même et plus généralement le prolétariat mondial.

Il suffit de dire avec quelle âpreté satisfaite, la presse réactionnaire, modérée, radicale, tire profit des actes du Borgia du Kremlin, contre les ouvriers soviétiques, contre le communisme, contre les ouvriers avancés du monde entier. Mussolini déclare que Staline est devenu « secrètement fasciste » et qu'il rend « un notable service au fascisme ».

Le Temps explique avec cette austérité hypocrite de laquais du Comité des Forges, que « le marxisme intégral », est ou bien « la plus monstrueuse tyrannie », ou bien la plus extraordinaire des folies. « dont les principaux défenseurs n'auraient eu durant presqu'un quart de siècle, d'autre mobile que l'intérêt, d'autre moyen que le crime, d'autre but que la trahison ».

Les adversaires du Pacte fronco-soviétique prêchent plus que jamais la *Sainte alliance* contre l'U.R.S.S., le pacte avec l'Italie, l'Allemagne, le Japon pour dépecer l'Ukraine et la partie extrême-orientale. Staline en fusillant les meilleurs fondateurs de l'Etat soviétique, ses meilleurs généraux, donne à l'appétit des rapaces impérialistes un stimulant direct.

Les amis du « pacte franco-soviétique » expliquent que si même une alliance est actuellement nécessaire avec Staline, elle doit, en revanche, comporter la répression implacable contre le communisme « barbare », c'est-à-dire contre les ouvriers. Un formidable coup de poignard contre l'U.R.S.S. en tant qu'elle s'oppose par ses bases fondamentale à l'impérialisme !

Un formidable coup de poignard contre les ouvriers du monde! Tels sont, indépendamment des crimes individuels, *les deux grands crimes historiques* de Staline.

Mais ce qu'il importe que chaque ouvrier saisisse bien, c'est qu'il ne s'agit pas « d'actes monstrueux », uniquement. *Il s'agit de toute une politique, faite de violation de plus en plus flagrante du léninisme. Il s'agit du stalinisme anti marxiste et antiléniniste, et contre-révolutionnaire.*

Pour conserver la sympathie des masses du monde entier, Staline et sa bureaucratie ont avant tout, cherché à s'identifier extérieurement au régime né d'octobre, qui a permis sur la base de l'économie planifiée un extraordinaire accroissement de la production, qui permettrait encore aux ouvriers d'usines, par une révolution politique renversant la bureaucratie, la reprise du cours vers le socialisme sans avoir à détruire, comme dans les pays capitalistes, les fondements économiques du régime.

Mais en réalité, dès les débuts, et ceci dans des proportions de plus en plus grandes, et qui approchent de leur point culminant totalitaire, Staline et sa bureaucratie se sont développés contre l'U.R.S.S., contre les intérêts véritables de l'état ouvrier.

Dès le 1er août 1927, dans son dernier discours prononcé à l'assemblée plénière du Comité Central et de la Commission centrale de contrôle, Léon Trotsky dénonçait la politique antisoviétique de défaite de Staline :

« Peut-on poser sérieusement la question de la lutte révolutionnaire contre la guerre et de la véritable défense de l'U.R.S.S. en se guidant en même temps sur le Comité anglo-russe ?

Peut-on diriger les masses ouvrières vers la grève générale et l'insurrection au cours de la guerre et simultanément vers le bloc avec les Purcell, les Hicks et autres traîtres ? *Je le demande : notre esprit de défense serait-il bolchevik ou trade-unioniste ?* voilà comment la question se pose ».

L'esprit de défense stalinien n'a cessé de se développer dans le sens du trade-unionisme contre-révolutionnaire, au point même de le dépasser à droite.

« Votre politique actuelle dans le domaine international, disait Trotsky en 1937, est celle des planches pourries. » Les « planches » de 1938 sont encore plus pourries que celles de 1926.

Trotsky concluait : « L'opposition est pour le triomphe de l'U.R.S.S., elle l'a prouvé et elle le prouvera autant que d'autres par des actes. Mais pour Staline il ne s'agit pas de cela. Au fond, il a même une autre question qu'il n'ose pas exprimer. C'est celle-ci: est-ce que vraiment l'opposition pense que la direction de Staline n'est pas capable d'assurer la victoire de l'U.R.S.S. ? *Eh bien oui, elle le pense.* »

On connaît les faits : Staline a d'abord affaibli l'U.R.S.S. et désorganisé le prolétariat anglais. Il a été responsable direct du massacre du prolétariat chinois avec son « Front populaire », avec Tchang Kaï Chek et a provoqué l'isolement de l'U.R.S.S. à l'est. A l'ouest, par la tactique de division absurde et criminelle inspirée de la « théorie » du social-fascisme, il a laissé installer prêt à bondir sur l'U. R.S.S., Hitler, le *super-Wrangel.*

Ensuite par la politique du « Front Populaire », 35, 36, 38, Staline a obligé le prolétariat à lier son sort aux planches superpourries : Azana-Daladier-Chautemps, Tchang Kaï Cheik (bis). Résultat : massacre et défaite des ouvriers d'Espagne, malgré leur héroïsme magnifique. Reculs successifs des travailleurs de France, imposé par le « Front Populaire », malgré l'essor grandiose de juin 36.

Sur le terrain international, en résultat de ces faillites et capitulations staliniste, la guerre monte. L'impérialisme anglais « tend la main » à Rome-Berlin. L'impérialisme français se met à la queue de Londres. La pointe du triangle est dirigée contre l'U.R.S.S. ! Que fait Staline ? Il se soumet davantage au capitalisme.

Il a préalablement « décapité l'armée rouge » de ses meilleurs cadres, restauré les normes bourgeoises, supprimé les soviets, restauré l'héritage, plongé le pays dans la terreur; sa bureaucratie vole chaque jour davantage le pain aux ouvriers. Staline dans quelques « phrases » de la lettre à Ivanov demande aux ouvriers du monde de monter la garde autour de l'U. R.S.S., « patrie socialiste ». Mais il s'efforce par tous les moyens de faciliter la restauration du capitalisme en U.R.S.S.

Il tue les derniers survivants du bolchevisme, les meilleurs soutiens de l'U.R.S.S.

Par là il est bien démontré que les ouvriers du monde ne peuvent défendre l'U.R.S.S., ce qui en reste, que contre Staline lui-même et par des méthodes complétement opposées à celles de Staline.

Sur le terrain intérieur, rebâtir le parti bolchevik, section russe de la IVe Internationale, lutter pour imposer les soviets, mobiliser les masses en vue du renversement de la bureaucratie, et pour la reprise du cours vers le socialisme à la ville et à la campagne.

Dans la guerre impérialiste, les bolcheviks léninistes russes seront à la pointe du combat pour la défense du pays affaibli par la bureaucratie. Ils ne seront pas défaitistes comme dans les pays impérialistes. Mais dans le même temps qu'ils lutteront militairement contre l'impérialisme, ils mobiliseront les masses contre la bureaucratie assujettie aux volontés des impérialismes « amis » et par là même incapable d'assurer la victoire.

Dans l'Internationale lutte des ouvriers du monde entier pour renverser leur propre bourgeoisie; toute alliance diplomatique imposée par la nécessité de louvoyer n'entrave nullement la lutte intransigeante des ouvriers du pays intéressé contre « l'ennemi principal » et la pratique du défaitisme révolutionnaire en cas de guerre impérialiste.

Ceux qui gémissent contre les crimes de Moscou, mais qui restent d'accord avec la politique fondamentale du menchevisme stalinien (il s'agit en particulier de mencheviks non staliniens du Populaire et de la IIe Internationale) en sont réduits à des lamentations stériles et pitoyables.

Pour défendre l'U.R.S.S., contre le fascisme, l'impérialisme qui la guettent, le stalinisme qui la mine, il n'y a que la politique de lutte de classes de Lénine et de Trotsky : l'internationalisme révolutionnaire de la IVe Internationale ! Le défaitisme contre l'impérialisme ! La défense révolutionnaire en U. R. S. S. !

P.-S. — Le 12 juin 1937 Léon Trotsky écrivait :

« Avant de tomber dans le précipice avec ou sans couronne, Staline tentera de détruire les meilleurs éléments de l'appareil de l'Etat. En tout cas il a porté un coup terrible à l'armée rouge. A la suite de nouveaux faux judiciaires, elle s'est immédiatement trouvé à un niveau beaucoup plus bas, moralement l'armée est troublée jusqu'à ses bases. Les intérêts de la défense nationale ont été sacrifiés aux intérêts du maintien de la clique dirigeante. »

Aujourd'hui, la clique dirigeante renforce son offensive contre les intérêts de la défense de l'U.R.S.S.

Preuves en main
TROTSKI accuse
LÉON TROTSKI
LES CRIMES DE STALINE
suite de La Révolution trahie
1 volume 20 fr.
GRASSET

CONFÉRENCE RÉGIONALE DU P.O.I. DANS LE NORD

Cette Conférence organisationnelle s'est tenue le 20 février à Lille. Elle réunit vingt-trois militants ouvriers représentant des cellules ou des groupes sympathisants dans une dizaine de villes industrielles du Nord. La discussion politique aboutit aux votes de 3 rapports : 2 politiques et 1 organisationnel et tactique.

La voie de la IVe Internationale, la seule voie de la victoire prolétarienne, se fraye un chemin parmi les cadres de militants ouvriers du Nord aux prises avec les difficultés que nos lecteurs connaissent.

L'exiguité de notre parution, cette semaine, nous oblige à renvoyer à la semaine prochaine l'article annoncé dans notre dernier numéro sur le rôle du P.O.I. dans le Nord contre les trahisons.

Le Gérant : ALACHE
Imp. La Renaissance, Paris. Tél. Nord 72-38

Vers "LA LUTTE" Hebdomadaire

L'Administreation de **La Lutte Ouvrière** établit présentement un plan d'action pour que la parution hebdomadaire devienne un minimum et que nous puissions en plus sortir les numéros spéciaux qu'exigent les événements.

MAIS L'ARGENT MANQUE.

Nous faisons encore appel à tous nos camarades, à tous nos amis, à tous nos lecteurs. Nous leur rappelons que les meilleurs soutiens sont les abonnements. Chacun doit nous en envoyer un dans la semaine qui vient — beaucoup s'abonneront et souscriront contre les crimes de Staline. **En avant pour les mots d'ordre :**

FAITES DES ABONNÉS ! SOUSCRIVEZ !

LA POLITIQUE SYNDICALE

CHEZ LES TECHNICIENS

Seule une orientation lutte de classe a fait obstacle aux manœuvres staliniennes

La direction du Syndicat ouvrier des métaux de la Région Parisienne, forte de ses dizaines de permanents, écrivait dans le numéro de novembre 1937 du « Bulletin du Métallurgiste » que le problème de l'entrée des techniciens dans la Fédération des Métaux est liée à l'orientation syndicale. Il ne faut pas, disait-elle, que deux orientations se manifestent dans les usines.

Le Syndicat des Techniciens et Employés de la Métallurgie parisienne s'est prononcé contre l'arbitrage obligatoire pour l'action directe et, récemment, contre le « Statut Moderne du Travail ». Les bureaucrates staliniens savent bien que, malgré sa timidité, le Syndicat des Techniciens constitue une gêne au développement et au maintien de leur emprise sur les métallos, ils savent que dans les situations révolutionnaires il suffit de peu de choses pour réveiller l'instinct de classe des ouvriers. Eux, qui passent leur temps à faire les pompiers, pour être agréables au gouvernement de Front Populaire, ils auraient voulu faire disparaître cette Fédération des Techniciens qui se permet de n'être pas conformiste.

Aussi se sont-ils attaqués au Syndicat le plus important de la Fédération, celui des Techniciens de la Métallurgie parisienne groupant 25 mille membres. Pour tenter d'obtenir la majorité au Congrès annuel, qui s'est tenu le samedi 26 février à la Salle du Comité des loisirs, rue Marcadet, rien n'a été négligé. Il s'agissait en effet de faire voter l'affiliation du syndicat à la Fédération des Métaux. Depuis des mois une équipe de valets était payée pour organiser des réunions d'entreprises, la direction du Syndicat des Ouvriers Metallurgistes avait donné l'ordre à ses sections d'entreprises de désigner un responsable pour faire la liaison, des calomnies honteuses étaient colportées contre les dirigeants du syndicat de la F. des T. cela valut d'ailleurs l'exclusion de Mouzé, ancien secrétaire de la section Renault, des menaces étaient faites par les responsables ouvriers de ne pas faire jouer la solidarité envers les techniciens. Ajoutons à cela que l'Union des Syndicats de la R.P. avec Reynaud et Hénaff à sa direction, organisa même le 1er février contre le bureau du syndicat, une réunion des délégués du Syndicat des Techniciens pour influencer d'une manière décisive la préparation du Congrès.

Raynaud tenta de provoquer la scission chez Renault en éditant pour les staliniens et leurs disciples des cartes spéciales afin de créer une section syndicale hostile à la section syndicale dont ils n'ont pas la direction. Remarquons que la C. G. T. qui a seule le droit d'éditer des cartes confédérales se garde bien de prendre position dans le conflit.

Malgré leur appareil formidable, leurs manœuvres déloyales dans la préparation du Congrès, les staliniens ont été mis en minorité dans le Congrès.

Ce que voyant ils ont préféré quitter la salle tant leur déconvenue était grande, pour se réunir au siège du P.C.F., 48, rue Dufresne. Un service d'ordre des techniciens a eu tout le tact nécessaire pour empêcher que les débats du Congrès ne soient troublés par la cinquantaine d'émules du P.C.F. qui ont stationné de 8 heures à 20 heures dans la rue.

Iimbaud le matin, Hénoff et Varloteau l'après-midi sont d'ailleurs venus les encourager sans pouvoir pénétrer dans le Congrès. Les rapports votés confirment et précisent l'orientation prise, la direction du syndicat dont l'activité est renforcée ne manquera pas de s'en servir pour faire comprendre à Raynaud et ses amis qui dirigent à leur façon le Syndicat des Métaux qu'une politique révolutionnaire ne s'accommode pas avec leur présence. Les cimentiers ont montré la voie en ne réélisant pas Hénaff à leur conseil syndical.

Si les Techniciens veulent sauver leur mouvement, être des éléments progressifs dans le mouvement ouvrier, ils doivent s'adresser directement à la base des « responsables » qui les attaquent, et montrer aux ouvriers que le problème de l'organisation des techniciens dans la C.G.T. est lié au programme qu'impose la lutte de classe.

Château - Thierry

La cellule J.S.R. a fait aux organisations des J.C. et J.S. des propositions de front unique en vue de lutter pour les revendications de la jeunesse. Ces propositions ont été accueillies favorablement par le groupe J.C. et le bureau de la Section J.S. Une prochaine réunion rassemblera les responsables des trois groupements et fixera les modalités de l'action à mener en commun.

CROIZAT

Social-Patriote...

Le débat parlementaire qui eut lieu le 17 février 1938 sur le caractère général du « Statut moderne du Travail » nous révèle, à nouveau, le véritable sens de l'adhésion des dirigeants syndicatx staliniens à cette législations bourgeoise.

Il n'est pas moins caractéristique de rapprocher les déclarations, à la tribune de la Chambre des Députés, d'Ambroize Croizat, secrétaire général de la Fédération des Métaux à des passages censurés par l'autorité militaire, de l'article leader du numéro du 1er mai 1915 de **l'Union des Métaux**, organe officiel de cette fédération :

⁂

Ce qu'écrivait, le 1er mai 1915, Merrheim, secrétaire général de la Fédération des Métaux (C.G.T.) :

« Nous avons tenu, en ce jour de 1er mai, à répéter pour tous nos militants, nos adhérents, nos organisations, nos camarades d'Allemagne et d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie et de Belgique, de toutes les nations unies par l'Internationale, ce que nous disions, ce que nous avons déclaré dès le premier jour du conflit. **Cette guerre n'est pas notre guerre !**

« Cette guerre est le résultat« d'une politique de colonialisme et d'impérialisme agressifs dans laquelle tous les gouvernements ont une part de responsabilité. » (Paragraphes censurés du N° 61, août 1914, mai 1915, de **l'Union des Métaux.**)

Ce que déclare, le 17 février 1938, à la Chambre des Députés, Croizat, secrétaire général de la Fédération des métaux (C.G.T.) :

« Je considère que la classe ouvrière a apporté, dans la guerre 1914-1918, sa part de sacrifices et, devant la situation internationale présente, c'est elle qui jouera aux côtés des paysans et des classes moyennes un des rôles essentiels pour la défense de la liberté et l'indépendance nationale menacée par le fascisme.

« Nous avons donc besoin, pour assurer l'indépendance de notre pays, de veiller à la santé physique de notre population, d'assurer à la classe ouvrière des conditions d'existence honorables, en lui permettant de maintenir son standard de vie et d'accomplir sa mission de justice et de dignité humaine. » (Extraits du Journal Officiel de 1938, page 396.)

⁂

Croizat, qui ose encore se prétendre du titre de communiste, trahit ouvertement les traditions antimilitaristes et révolutionnaires des ouvriers métallurgistes. Pour lui, accorder satisfaction aux revendications immédiates de la classe ouvrière serait une politique de sagesse de la part de la bourgeoisie. Cette dernière pourrait ainsi compter sur un matériel humain en bon état pour défendre, comme en 1914-1918, ses coffres forts, ses intérêts impérialistes.

La politique défendue par Croizat à la tribune du parlement bourgeois est la conséquence logique du fameux accord Laval-Staline.

Staline, le père des peuples qui assassine les révolutionnaires d'octobre 1917 pour mieux camoufler sa politique social-patriote, avait, en 1935, déclaré : « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

Les staliniste français à la Croizat appliquent à la lettre la politique du génial Staline. Peu leur importe de trahir la classe ouvrière comme Léon Jouhaux et les chefs de la IIe Internationale en 1914.

Oui, la IIIe Internationale, née dans la lutte contre la guerre impérialiste et bâtie sur le roc de la révolution prolétarienne victorieuse en octobre 1917, est morte ! Vive la IVe Internationale !

P.-S. — On voit dans la pratique, le sens véritable de l'appel de Staline aux ouvriers du monde (récente lettre à Ivanov) : la pratique, c'est l'abandon des conquêtes de juin avec le Statut moderne du Travail, c'est l'Union Sacrée avec la bourgeoisie réalisée à la Chambre par les députés « communistes ». C'est la continuation, l'aggravation de la trahison.

La défense de l'U.R.S.S. doit être, malgré Staline et ses laquais, la lutte révolutionnaire des ouvriers français pour la conquête du pouvoir et pas une pression en faveur de Reynaud contre Flandin.

La vraie défense de l'U.R.S.S. c'est la Révolution triomphante sur nos fascistes, sur nos deux cents familles dont Reynaud, Flandin et les radicaux sont les serviteurs dévoués. Le reste est trahison de l'U.R.S.S., trahison du prolétariat français et du monde.

Comment les Travailleurs ont été trahis

(*Suite de la 1re page*)

— Si dans un délai de 8 jours, hors de toute procédure d'arbitrage, nos salaires ne sont pas à nouveau augmentés, nous ferons grève. Tel était le sens précis des résolutions **les plus conciliantes** — les métallos de Valenciennes voulaient débrayer sans préavis — votées par les Assemblées ouvrières après lecture de la sentence arbitrale Suquet.

Une grève de la Métallurgie du Nord déclenchée dans ces conditions devait fatalement prendre le sens précis d'une bataille pour l'échelle mobile, contre l'arbitrage obligatoire et, évidemment contre les projets Chautemps de suppression du... droit de grève.

C'est alors que le gouvernement prend peur devant la menace d'éclatement d'un conflit dont le développement devait normalement le conduire soit à se démettre, soit à se démasquer comme gouvernement de répression et, en tout cas, **à renoncer à poursuivre en paix sa politique.**

⁂

Les cadres réformistes et staliniens du mouvement syndical au secours de Chautemps.

Que pouvait faire Chautemps, placé devant la prespective d'une grève de la métallurgie du Nord ?

Proposer la révision de la sentence Suquet ? Attendre le déclenchement de la grève et la réprimer ? Les deux méthodes comportaient des risques égaux.

Appeler au secours du Gouvernement les bureaucrates de la C.G.T.? Ce fut là l'idée de génie de Frossard.

Celui-ci, utilisant à plein ses incontestables talents de manœuvrier, devait parvenir rapidement, grâce à l'appui des chefs réformistes et néo-réformistes, à la liquidation du conflit.

Tandis que patrons et ouvriers se préparaient au combat, Frossard eut vite entraîné une « délégation » vers un compromis. Les ouvriers n'avaient-ils pas donné aux patrons un délai de 8 jours pour répondre aux revendications ouvrières ?

Le plan de Frossard consistait à vider ces revendications de leur véritable substance en substituant aux mots d'ordre réels sur lesquels se développait le mouvement — contre l'arbitrage obligatoire, contre le Statut moderne du Travail — un mot d'ordre accommodable avec la politique gouvernementale et ne s'y opposant que partiellement. Ce plan soigneusement établi devait conduire les « représentants » ouvriers à accepter que le conflit en cours soit soumis... à la procédure d'arbitrage.

⁂

La « liquidation » de la grève.

De nouvelles augmentations de salaires ont été, bien entendu, accordées aux métallos. Frossard ne pouvait tenir pour insignifiant le fait qu'au terme précis du délai imparti par les ouvriers pour le débrayage, neuf usines de Valenciennes, au moment où le surarbitre Schneider élaborait sa sentence, furent tout à coup occupées, malgré les engagements pris par les « responsables » syndicaux. Un manœuvrier de la taille du premier valet de Chautemps, sait que l'influence des militants pacifistes de la C.G.T. a des limites au-delà desquelles il faut trouver autre chose pour éteindre la combativité instinctive des ouvriers...

Augmentation horaire de 0 fr. 27 pour le salaire, c'est le prix que Frossard a dû mettre pour achever la tâche de ses alliés.

⁂

Bilan.

0 fr. 27, c'est-à-dire moins de 4%, cela ne compense même pas l'augmentation du coût de la vie pendant les mois derniers depuis la date où fut déterminée la légitime revendication de 11,3 % jusque au 1er mars 1938.

Sur les 11,3 %, les Métallos du Nord n'ont obtenu que la sentence Suquet.

Les travailleurs de la métallurgie seront prisonniers de la sentence Schneider-Frossard jusqu'en juillet prochain; Frossard garde les mains libres devant le Parlement; voilà le bilan d'une grève tuée dans l'œuf.

Frossard a correctement rempli son mandat. Mais que dire de ceux qui l'ont aidé ?

SALERS.

P.-S. — Lire dans le prochain numéro le rôle du P.O.I. dans le Nord contre les trahisons.

CRÉTEIL

Tout va très bien... !

Nous avons eu à Créteil un compte rendu de mandat de Parsal, député et Gintrand conseiller municipal. Enfin le mur du silence a été rompu, et il a fallu se décider à parler de notre activité.

Certes il est à concevoir que cela ne peut pas plaire à ceux qui ont pour mission à l'heure actuelle de freiner toute action de la classe et de préparer l'Union sacrée. C'est pour ce motif que Parsal fit une charge à fond contre ceux qui ont repris hardiment le drapeau de la lutte et de l'action. Il préféra sortir des arguments sentant la provocation policière plutôt que de répondre à nos arguments sur le sacrifice imposé aux fonctionnaires sur le vote des budgets de guerre et de police, sur les deux ans, sur la répression dans les colonies, etc., etc. Sur ces questions pas un mot et pour cause.

Quand à Gintrand lui alors nous en a sorti des bien bonnes. Voyez.

— « Depuis que je suis délégué à la cantine scolaire la « ratatouille » est devenue excellente, toutes les municipalités des environs ne peuvent nous faire concurrence (à noter que Créteil est une municipalité fasciste, alors les copains maires Capron, Vassart Arles prenez-en pour votre grade). *J'ai fait cela parce que les enfants qui mangent à la cantine sont nés pendant la guerre, et sont fragiles* (« textuel »).

Pour l'hôpital intercommunal rien à lui reprocher « tout marche à merveille ».

Mais quelques jours auparavant une manifestation de malades avait eu lieu pour protester contre l'infecte nourriture.

A part cela tout va très bien.....

Voilà où en sont réduit nos « Communistes » français. Mais déjà depuis ce compte rendu des événements importants se sont passés.

Nos bons staliniens, Parsal en tête ont voté la confiance au deuxième gouvernement Chautemps comprenant des hommes tels que Marchandeau, Frossart, Sarraut, celui-là l'un des assassins des travailleurs parisiens lors de la soirée du 9 Février 1934.

De plus nos Communistes sont prêts à voter le Statut moderne du Travail, véritable lacet au cou du prolétariat.

Oui, pour avoir le courage de dire cela, nous sommes à Créteil l'objet de leur part de toutes les calomnies.

Ils n'ont qu'un but : faire marcher les ouvriers à la guerre. Il faut en France la paix sociale pour soi-disant éviter la guerre. Mensonge criminel. La tranquillité de la classe ouvrière c'est la condition nécessaire à la guerre. Seule l'action continuelle contre notre propre bourgeoisie fera reculer le conflit mondial.

Nous, nous appelons les travailleurs de Créteil à s'unir fraternellement pour résister au courant chauvin, pour lutter avec acharnement à l'offensive capitaliste et à s'orienter sous notre drapeau vers de nouvelles conquêtes révolutionnaires.

Les dirigeants de la C.N.T. en se refusant à l'un et à l'autre se sont faits les complices des assassins de la révolution. Entre le prolétariat et eux les journées de Mai ont creusé un fossé de sang. Et les avocasseries de Frémont n'empêcheront pas les militants anarchistes sincères de tirer les leçons de l'expérience espagnole et de rejoindre les rangs de la IVe Internationale, qui seule prépare en Espagne et dans le monde la victoire révolutionnaire.

P. S. — L'organe des socialistes italiens, le *Nuovo Avanti !* s'abandonne, à propos de l'article du camarade Trotsky sur Cronstad, à une attaque venimeuse et servile, digne d'un Polichinelle habitué à chercher la mangeoire sur toutes les tables. Nous ne polémiquerons pas avec des petites saloperies pareilles. Nous ferons seulement observer à l'auteur d'un semblable papier, qui cherche à établir une identité entre le soulèvement de Cronstad et celui des journées de mai 1937 à Barcelone, qu'entre les deux mouvements il existe cette simple différence : qu'à Cronstad il s'agissait d'un soulèvement contre le pouvoir prolétarien, tandis qu'à Barcelone le prolétariat s'est insurgé contre la tentative — malheureusement réussie — de la bourgeoisie et de ses valets social-staliniens, de lui arracher les armes. L'écrasement de Cronstad a sauvé la Révolution d'Octobre tandis que l'écrasement des journées de mai à Barcelone a marqué une étape décisive dans l'étranglement de la Révolution espagnole et a facilité de façon incomparable la tâche de Franco.

Que Polichinelle ne s'aperçoit pas de cette différence, cela s'explique par le fait qu'il préfère voir les faits non avec les yeux, mais avec le ventre.

Réponse au "LIBERTAIRE"

Dans ses numéros du 10, 17, 24 février, *Le Libertaire* a publié une réponse de R. Frémont à l'article du camarade Trotsky sur les leçons de l'Espagne, publié dans les numéros 65 et 66 de la *Lutte Ouvrière*. Nous ne nous arrêterons pas à répondre aux injures que Frémont avait cru d'abord nécessaire de répandre. Nous nous féliciterons seulement qu'il se soit trouvé des camarades anarchistes pour lui conseiller de changer de ton.

L'habileté de Frémont consiste uniquement à dire que l'opportunisme de la C.N.T. garantit l'avenir révolutionnaire. Autrement dit, les capitulations des Garcia Oliver et des Montsenny devant la bourgeoisie préparent le renversement de la bourgeoisie. Mais les faits réfutent eux-mêmes cette stupidité.

Quel besoin avions-nous de chasser Companys, dit Frémont, il ne jouait plus aucun rôle ? Oui, mais aujourd'hui il en joue à nouveau un très important.

Nous devions vaincre Franco d'abord, rabache Frémont après les staliniens. Mais hélas, l'armée populaire piétine et recule depuis des mois, alors que les milices, sans armes et sans autre discipline que la conscience révolutionnaire de classe avaient déclanché une offensive victorieuse.

La C.N.T. a-t-elle renforcé son influence sur les masses, et par là approché la révolution sociale ? Ses meilleurs militants sont dans les prisons staliniennes, la direction de la C.N.T. multiplie les embrassades avec les staliniens et prépare une unité syndicale de trahison.

Enfin faut-il rappeler à Frémont que lors des journées de mai alors que les meilleurs combattants de la C.N.T. se trouvaient sur les barricades, les haut-parleurs déversaient sur eux tour à tour les appels à l'union et les insultes des Oliver et des Montsenmy. Frémont le sait bien; mais tandis que nous nous rangeons sans hésitations aux côtés des communards de Barcelone, lui est le défenseur inébranlable des Gallifets «anarchistes».

On trouverait ainsi cent faits pour réfuter chacune des affirmations de Frémont. Aussi nous contenterons-nous d'examiner les leçons politiques qu'il en tire.

Frémont tente de justifier les compromissions des dirigeants de la C.N.T. par des citations de la « Maladie Infantile du Communisme », qu'il appelait lui-même il n'y a pas si longtemps un manuel de la duplicité et de l'hypocrisie bolchévick. Mais la « Maladie Infantile » est justement consacrée à la nécessité de mener un travail *révolutionnaire illégal* dans les organisations de masses réformistes (syndicats en particulier) et à la nécessité du Front Unique, c'est-à-dire de la politique qui consiste à marcher séparément, frapper ensemble. Or la direction de la C.N.T. a précisément fait le contraire : elle a réglé sa marche sur l'ombre de la bourgeoisie et à ôté ainsi toute efficacité à la lutte des militants de la C.N.T.

Pour mieux triompher de notre conception Frémont en donne la caricature suivante : « Pour vaincre Franco, il faut faire l'insurrection contre Négrin ». Ce grand stratège oublie seulement que l'insurrection armée n'est qu'un moment — certes le moment culminant — de la révolution; l'objectif immédiat en Espagne c'est de mobiliser les masses dans la lutte révolutionnaire pour faire revivre les comités, ressusciter les collectivisations, partager les terres, instaurer un régime prolétarien dans l'armée; au travers de cette lutte mobiliser toutes les énergies du prolétariat contre Franco et contre les saboteurs bourgeois, staliniens et « anarchistes », susciter un mouvement révolutionnaire dans les propres troupes de Franco et à l'arrière et alors le gouvernement de Négrin tombera presque sans résistance, comme un fruit pourri.

Ramené à l'essentiel le raisonnement de Frémont est à peu près le suivant : « La révolution est avant tout une question de rapports de force. Or, à l'échelle nationale le rapport de forces ne permettait pas à la C.N.T. de vaincre à la fois les fascistes et les bourgeois « républicains ». A l'échelle internationale le rapport des forces est tel que la C. N. T. aurait été écrasée par la bourgeoisie internationale si elle avait tenté de réaliser son programme.

Dans ces conditions, il fallait se limiter à la lutte antifasciste et attendre que le rapport des forces soit devenu favorable pour passer à la réalisation du communisme « libertaire ». Frémont se garde bien de nous dire quand ce moment sera venu, pour cette bonne raison qu'avec sa tactique, il ne viendra jamais.

Bien sûr le capitalisme possède des armes en plus grand nombre et plus perfectionnées que la classe ouvrière. Bien sûr chaque fois qu'un mouvement révolutionnaire éclatera dans un pays isolé (et les contradictions du capitalisme font qu'il ne peut guère en être autrement) le capitalisme mondial coalisé sera plus fort que le prolétariat de ce pays. Mais le problème c'est justement par une lutte implacable pour le programme de la révolution d'entraîner dans la lutte révolutionnaire les couches les plus arriérés, y compris celles auxquelles la bourgeoisie confie les armes pour la défendre; c'est de mobiliser le prolétariat international dans la lutte révolutionnaire et en premier lieu dans la lutte contre sa propre bourgeoisie.

La Parole aux Masses !

(*Suite de la page 1*)

Aujourd'hui, la direction de l'Union des Syndicats a du prendre l'initiative de la convocation d'un Congrès de Front Populaire de la Région Parisienne pour le 19 mars. Les ouvriers mécontents exigent la parole. Les chefs « staliniste » vont-ils la leur donner ? Vont-ils permettre la constitution de Comités élus par les travailleurs eux-mêmes à l'usine, au quartier, au village, au régiment ? ou au contraire, pour mieux escamoter cette volonté des masses de s'exprimer dans des organismes véritablement démocratiques, vont-ils construire des caricatures bureaucratiques de Comités, et des caricatures de Congrès de ces comités bureaucratiques ?

Les faits nous montrent que les chefs stalinistes, conformément à une tradition solidement établi et illustrée par les mascarades théâtrales et anti-démocratiques d'Amsterdam-Pleyel, ont opté pour la seconde solution. Le Congrès du 19 mars est préparé par les chefs staliniste, et se composera des filiales du Parti « Communiste » : Secours Populaire, Amis de l'Huma, Jeunes filles de France, etc... Y participeront les délégués de ces organisations, qui auront été choisis et triés par les organisations indiquées. Pas de comités démocratiquement créés : la base, et des délégués démocratiquement élus !

La parole est refusée aux masses! Pour pouvoir parler il faut préalablement avoir eu l'assentiment de Raynaud-Hénaff et Cie, lesquels ont mission de faire approuver la politique qui a engendré la faillite !

Cependant, tel qu'il est, ce Congrès suffit pour susciter la violente hostilité des radicaux.

Cela montre à quel point les agents « démocrates » de l'impérialisme sont hostiles à la volonté des masses, et confirme pleinement notre politique qui a consisté à défendre les masses, à tenter de les mobiliser contre l'ennemi intérieur du Rassemblement populaire : les chefs radicaux, aussi bien que contre l'ennemi extérieur : le fascisme, les deux exprimant sous des formes différentes ls intérêts impérialists.

Domestiqués aux radicaux malgré ses phrases sonores contre le Sénat, la bureaucratie S.F.I.O. a, elle aussi lancé l'interdit sur le Congrès.

Ce superparti maçonnique qui fonctionne au sommet de la S.F.I.O., ne veut pas de « superparti », dit-il En réalité, il ne veut pas la moindre consultation démocratique des masses en mouvement et même de sa simple caricature staliniste !

Nous sommes dans la région parisienne. Nous avons les sons de plume des dirigeants socialistes de cette région, Pivert, Zyromski, beaucoup d'articles pathétiques sur la nécessité de faire appel aux masses, au « Front populaire réel », disent-ils. On doit constater que ni Zyromski, ni Pivert, ne font aucun acte, ne prennent aucune initiative, pour permettre aux masses de se mobiliser et de s'exprimer dans des Comités démocratiquement élus. Une campagne redoublée de la Fédération S.F. I.O., et du P.O.I., s'adressant au Parti « Communiste », aux ouvriers qui le suivent, à toute la masse inorganisée, la création par quartiers et par usine de vrais comités, la discussion pour préciser le cahier des revendications immédiates des travailleurs, dans un Congrès de ces Comités, des dispositions nettes pour les faire triompher dans une action systématique d'envergure : contre le blocus, contre les deux ans et la préparation à la guerre, contre les cagoulards pour les milices ouvrières, pour l'échelle mobile, pour le contrôle ouvrier, pour la lutte contre la vie chère par l'action directe contre les spéculateurs, contre l'étranglement du droit de grève, etc., etc.

Telles sont nos propositions immédiates. Nous les soumettons aux travailleurs communistes et socialistes. Nous savons qu'elles ont leur agrément. C'est cela qu'ils veulent. C'est cela que veut le P.O.I., avec eux. Mais il faut l'imposer par l'action, par l'action commune. Ainsi seulement s'ouvrira à nouveau la perspective du redressement et de la victoire des masses.

Qu'on commence par leur donner la parole dans les comités élus par elles, qu'on permette à chaque tendance du mouvement ouvrier de s'exprimer. Nous autres, bolchvicks nous faisons confiance aux masses ouvrières et paysannes et nous avons la certitude que d'un véritable Congrès des Comités, surgirait une politique de combat.

La caricature de Congrès, que les chefs stalinistes sont contraints de faire, montre l'urgence, la nécessité, la possibilité pour les ouvriers socialistes, communistes, anarchistes, bolchevicks lininistes, sans parti, d'imposer un véritable Congrès des Comités.

UN ORDRE DU JOUR !

L'Union Intersyndicale des Travailleurs de l'Alimentation de Lille et environs nous communique l'ordre du jour suivant que nous insérons bien volontiers :

Les conseils syndicaux des syndicats des ouvriers cuisiniers du Nord, des employés de l'industrie hôtelière-cafés-restaurants de Lille, réunis en commun le 22 février 1938, sous la présidence du camarade Mijuin, afin d'étudier la situation faite aux travailleurs de l'industrie hôtelière et à la classe ouvrière en général.

Constatant que l'attitude de compromis menée par la direction confédérale aboutit à la perte des avantages acquis en juin 1936, tandis que le patronat mène la bataille sur tous les terrains.

Protestent contre la position du bureau confédéral à l'égard du statut moderne du travail, tentative d'intégration du syndicalisme dans l'Etat et recherche d'une paix sociale irréalisable dans le régime capitaliste.

Soulignent que le projet inclus dans le statut moderne concernant le placement, aboutit à détruire l'œuvre menée depuis cinquante ans par la Fédération de l'Alimentation.

Regrettent l'abandon par la C.G.T. de son propre plan à l'époque où les forces syndicales en permettent la réalisation.

Demandent que la direction confédérale considère davantage l'opinion des organisations de base (syndicat) avant celle des personnalités politique du Front Populaire, que d'autre part elle soit davantage respectueuse de ses propres statuts, notamment concernant son indépendance des gouvernements et des partis.

2.000 Travailleurs ont fait des obsèques révolutionnaires à L. SEDOV

Au moment même où Staline commet à Moscou une nouvelle série de crimes immondes, au moment où il veut de nouveau jeter deux dizaines d'assassinats à la face du monde, à seule fin d'imposer ses monstrueux amalgames contre notre camarade Trotsky banni, exilé, chaque jour et chaque nuit menacé lui-même d'être assassiné, au moment où la sanglante traîtrise stalinienne, écrit la plus monstrueuse page de toute l'Histoire humaine, nous avons la douloureuse fierté de relater ici l'émouvante cérémonie des obsèques révolutionnaires de l'un des condamnés à mort de Staline, Léon Sédoff, le fils aîné et dernier survivant des enfants de Trotsky. Il faut en effet admettre comme une certitude que Serge Sédoff, jeune savant soviétique dont on est sans nouvelles depuis de longs mois est tombé là-bas, victime de l'ignoble vengeance stalinienne.

Il est impossible de croire que Léon Sédoff soit mort sans intervention criminelle des agents staliniens. L'enquête en cours doit apporter la lumière sur ce point.

Parmi les deux mille travailleurs présents dimanche 20 février, au cimetière du Père-Lachaise, à partir de 14 h. 30, nous avons remarqué aux côtés des militants du P.O.I., des J.S.R. du Secrétariat pour la IVe Internationale, aux côtés des représentants des Sections russe, belge, allemande, grecque, brésilienne, italienne, lithuanienne de la IVe Internationale, les délégations de plusieurs organisations : le Secours International (Solidarité, Liberté), le Comité d'Enquête sur les Procès de Moscou, les Jeunesses Socialistes Autonomes, l'Union Communiste, une délégation de l'Indépendant Labour Party, plusieurs responsables de la Fédération des Techniciens de la C.G.T. et d'autres Sections syndicales confédérées. La Fédération Socialiste de la Seine ne s'étant pas fait représenter, nous adressa la lettre publiée plus loin.

Nous remercions toutes ces organisations pour le témoignage de solidarité qu'elles nous ont apporté. Nous remercions également les camarades Rosmer, Marguerite Rosmer, Mme Chabrun, Wullens, Victor Serge, Cartier, Charbit, ainsi qu'une quantité d'autres dont nous nous excusons de ne pouvoir citer les noms.

Le cercueil arriva à 14 h. 30 à la porte du boulevard de Ménilmontant accompagné par les délégués du Bureau Politique du P.O.I. et du Secrétariat International. Il fut encadré par une équipe de Jeunes Gardes Socialistes Révolutionnaires en tenue. Et c'est, porté sur les épaules des J. G. R. S. que notre cher et malheureux camarade Sédoff, dans le cercueil drapé de rouge, fut conduit en terre, cependant que la Chorale des J.S.R., précédant le cortège, chantait un hymne de deuil révolutionnaire.

Devant le tombeau recouvert de couronnes et gerbes rouges, encadré par les drapeaux rouges de nos Rayons, la foule des travailleurs graves et recueillis, écouta dans le silence les allocutions qui furent prononcées à la mémoire de Léon Sédoff, dénonçant devant la tombe ouverte les bourreaux et les assassins à la solde du bonapartisme sanglant de Staline.

⁂

Jean Rous, pour le Bureau International du mouvement pour la IVe Internationale.

Le Bureau International du mouvement pour la IVe Internationale au nom de ses trente sections d'Europe, d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie; en particulier au nom des sections russe, française, belge, allemande, grecque, brésilienne, italienne, lithuanienne, directement représentées, adresse le dernier et douloureux salut au bolchevik-léniniste Léon Sédoff, membre du Conseil Général de la IVe Internationale, dirigeant de sa section russe.

Ce jour anniversaire de l'armée rouge est aussi un jour de douleur et de deuil pour son grand fondateur, pour l'organisateur de la victoire et de la révolution contre les impérialistes, malgré le blocus.

Chaque militant ouvrier révolutionnaire exprime sa solidarité la plus affectueuse et la plus fraternelle à Léon Trotsky, à sa courageuse et fidèle compagne Nathalia, dont le dernier fils survivant et précieux collaborateur disparaît à 31 ans.

Nous rappelle ensuite les combats de Léon Sédov contre l'oppression bureaucratique stalinienne et la torture que lui infligeaient les poursuites acharnées des assassins de la Guépéou.

« Les militants avancés du monde entier n'oublieront pas la leçon révolutionnaire qui se dégage de la vie de Léon Sedoff. Sa lutte contre la réaction staliniste, contre le rétablissement graduel du capitalisme en U.R.S.S., pour la restauration du système soviétique, pour la défense des bases de la révolution d'octobre, n'était qu'une des formes de la lutte que chaque ouvrier conscient mène contre la réaction impérialiste, dans tous les pays du monde.

Aujourd'hui, le capitalisme affame des millions d'hommes pour les mieux pousser à s'entre-tuer. Pour pouvoir faire du monde un vaste charnier, le capitalisme a entrepris de persécuter les internationalistes révolutionnaires, et n'a pas de meilleur bourreau dans les pays dits démocratiques que le stalinisme, qui a emprunté au fascisme ses méthodes d'assassinat des ouvriers. Plus la guerre impérialiste monte, et plus perfides deviennent les persécutions de l'avant-garde.

« Dans ces persécutions sans précédent se forgent les cadres bolcheviks de la IVe Internationale qui veulent abattre le fascisme, le capitalisme et la guerre.

« Notre dernier salut, cher camarade Sédoff, ce sera le cri de ralliement qui a animé toutes tes pensées et tous tes actes de militant!

« Vive la révolution mondiale!

« Vive la Quatrième Internationale!

⁂

Pour le Comité d'Enquête sur les Procès de Moscou, par notre camarade Gérard.

Camarades,

Léon Sédoff tombe au premier rang de la phalange internationale qui a trempé de sa chair et de son sang l'instrument de la révolution et de la société nouvelle.

Gérard retrace ensuite avec précision ce que fut la vie du fils de Trotsky :

« La fidélité, sa valeur, son dévouement à Léon Trotsky et aux prolétaires révolutionnaires d'U.R.S.S. l'ont voué à la haine de Staline. Figure centrale, après Léon Trotsky, des procès de Moscou, il a été deux fois condamné à mort lors des procès de Zinovieff et de Piatakov. C'est l'époque où le gouvernement socialiste de Norvège, sur les injonctions de la diplomatie stalinienne, condamnait Trotsky, interné, au silence. Le "Livre Rouge" de Léon Sédoff demeurera dans l'histoire comme l'irréfutable mise à nu des crimes judiciaires de Staline. "J'ai le droit de me défendre, écrivait-il, mais un double devoir s'impose surtout à moi : le devoir du seul accusé resté en liberté de rétablir la vérité; le devoir de défendre l'honneur de Trotsky". Devant les travailleurs du monde, il les a remplis.

« Depuis deux ans déjà, le Guépéou avait attaché à ses pas des tueurs, ceux-là même qui devaient frapper Ignace Reiss.

« La perquisition opérée sur ses papiers, par la police française le jour de sa mort, marque bien la dernière page de sa vie : l'existence d'un jeune révolutionnaire, fils de la révolution de 1905 et d'octobre : son cycle nous apparaît plus éclatant à l'heure où les produits de la dégénérescence, les Boutenko, fuient comme des rats hors du navire.

« La contre-révolution a épuisé et abattu Léon Sedoff. Son action a été efficace. Notre douleur et notre révolte nous confient la charge de la poursuivre. Nous reportant à la maison de Coyoacan où le grand guide révolutionnaire et sa compagne Nathalia Sédoff sont atteints par ce nouveau coup, nous pouvons reprendre presque dans tous ses termes la dernière phrase d'Engels sur la tombe de Marx : la mort du fils de Léon Trotsky a frappé les ouvriers révolutionnaires « dont l'immense chapelet, dans le monde, va des mines de Sibérie, par l'Europe, jusqu'au Mexique ».

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

⁂

Au nom du Parti Socialiste Révolutionnaire, Section belge pour la IVe Internationale, notre camarade *Lesoil* apporta, en quelques paroles émouvantes, la solidarité de la part de son organisation, de la part aussi de la couche avancée du prolétariat du Borinage, du Brabant, des Flandres. Il dit la douloureuse surprise de nos camarades belges à la nouvelle de la mort de Léon Sedoff et adressa, en leur nom, un chaleureux salut aux camarades Nathalie et Léon Trotsky.

⁂

Pour le P. O. I. et les J. S. R.

Le camarade Prau parlant au nom du P.O.I. et des J.S.R., Section Française de la IVe Internationale, après avoir comparé les luttes et la vie de Léon Sédoff, les persécutions qu'il a subies, aux vies et aux luttes des révolutionnaires au cours de la tragique histoire du prolétariat en France et dans le monde, poursuit :

« Dans la phalange héroïque de l'histoire révolutionnaire, les militants des J.S.R. et les militants du P.O.I., Section Française de la IVe Internationale, inscrivent le nom de Léon Sedoff, jeune et courageuse victime de la lutte contre le capitalisme international qui est aussi la lutte contre les traîtres dans le mouvement ouvrier.

« Léon Sedoff est bien une victime et l'une des premières de la bataille révolutionnaire qui se poursuit, implacable en France, depuis juin 1936. Au cours de cette bataille, le Guépéou stalinien, comme en Espagne gouvernementale, inscrit son activité et ses crimes dans le tableau des agissements capitalistes. Tandis que le Parti communiste français pourri de stalinisme à sa tête, parle d'une façon et agit d'une autre, corrompt les meilleurs ouvriers, trahit l'une après l'autre toutes les aspirations prolétariennes révolutionnaires, calomnie l'avant-garde, et prépare cyniquement la guerre impérialiste dans l'union sacrée, côte à côte avec l'opportunisme social-patriotique des vieux cadres de la S.F.I.O. déjà tombés dans la trahison en 1914, côte à côte avec les Chautemps-Daladier-Bonnet, serviteurs de l'impérialisme et de sa clique militaire.

« Pour l'issue victorieuse de la grandiose bataille révolutionnaire, que nous soutenons en France, le prolétariat écrasera le fascisme par la milice ouvrière, il vaincra l'exploitation capitaliste en commençant par écarter l'étouffoir du Statut moderne du Travail pour exercer le contrôle de toute la classe ouvrière organisée en Comité, en même temps qu'il liquidera le stalinisme assassin des milliers de révolutionnaires, fauteur de la mort des deux filles de Trotsky, assassin de ses deux fils, Serge et Léon Sedoff.

« La fin prématurée de notre camarade, traqué jour et nuit, dénonce le Guépéou et le stalinisme. C'est un suprême avertissement que le prolétariat dupé et trahi dans ce pays doit entendre et comprendre.

« La Révolution Prolétarienne victorieuse sera, la vengeance de nos morts. Ce sera l'exécution du vœu le plus cher de toute la vie de notre camarade Léon Sedoff.

« Les militants des deux organisations jeune et adulte de la IVe Internationale en France ne faibliront pas dans le combat. Ils en donnent l'assurance à la mémoire du disparu. »

Lentement, une foule gravement recueillie, passa devant la tombe ouverte. Puis, drapeaux rouges et organisations en tête, le cortège se rendit au Mur des Fédérés pour associer le deuil du militant révolutionnaire Léon Sedoff, à un hommage aux Communards tombés pour le prolétariat sous les balles de la contre-révolution.

Une délégation alla déposer une gerbe de fleurs sur la tombe des frères Rosselli assassinés.

⁂

Condoléances de la Fédération Socialiste de la Seine

Paris, le 25 février 1938.

Parti Ouvrier Internationaliste
15, passage Dubail, Paris-10e.

Chers Camarades,

Nous avons reçu trop tard l'invitation que vous nous adressiez d'assister aux obsèques de Léon Sedoff, et n'avons pu déléguer de camarades à ces obsèques.

Nous vous prions de croire à toute notre sympathie dans le deuil qui vient de vous frapper.

Croyez, Chers Camarades, en nos meilleurs sentiments socialistes.

Le Secrétaire Administratif,
René CAZANAVE.

Derrière le corps de L. SEDOV au Père-Lachaise

Le dernier article de L. SEDOV

AU TOUR DE VOROCHILOV !

L'Armée Rouge a vingt ans. A Moscou on a « fêté » cet anniversaire. Et Vorochilov présidait cette fête, ce rite de la religion salinienne pourrions-nous dire. Car c'est bien cela qui a été fait là-bas, et non la commémoration des luttes, des victoires, de la croissance et de la formation de cette Armée.

Rappelons que c'est justement dans l'Armée Rouge que le travail antitrotskyste eut ses premières répercussions. Là, en effet, Trotsky avait la position du chef incontesté. Depuis cette date toute la gamme des sous-ordres, de moins en moins capables a défilé à la tête de l'Armée Rouge. Et aujourd'hui, le dernier, Vorochilov lui-même, est en danger.

L'article suivant fut rédigé par Léon Sedov quelques jours avant sa mort. C'est, semble-t-il, le dernier qu'il ait rédigé. Il fut publié dans le Bulletin de l'Opposition, organe des B.L. russes.

On comprendra par la valeur de cet article, et après le Livre Rouge, la belle intelligence que le mouvement ouvrier mondial a perdu en la personne de notre regretté Léon Sedov.

⁂

Une série de symptômes, ainsi que des informations fragmentaires d'U. R. S. S. indiquaient depuis longtemps que l'antagonisme grandit entre le département militaire et le Guépéou. Après les réformes militaires de 1935, qui ont sensiblement accru le poids du corps des officiers et ont étroitement associé aux sommets de la bureaucratie, la direction de l'armée se sentit plus solide, plus forte et, en partie, plus indépendante. Mais la désorganisation de l'appareil du parti, de l'Etat et de l'économie commencée par Staline en 1936 ne pouvait manquer d'éveiller des inquiétudes chez les chefs de l'armée. Cette inquiétude n'était pas dictée par des considérations politiques, mais par le souci de la capacité de défense du pays, capacité à laquelle l'épuration stalinienne portait les coups les plus graves.

Toukhatchevski, Vorochilov, Gamarnik ne pouvaient contempler avec indifférence la façon dont le Guépéou, par des arrestations en masse, des commissaires du peuple aux ouvriers qualifiés des usines, détruisait l'industrie et en particulier l'industrie de guerre. Les chefs de l'armée ne pouvaient pas ne pas résister à cette « épuration » déchaînée pour autant qu'elle commençait à atteindre les intérêts vitaux de la défense du pays. Cette résistance, d'abord, sans doute assez sourde, devait se renforcer à mesure que le Guépéou se fixait la razzia de l'armée même. Les arrestations de chefs militaires connus, comme Schmidt, Kouzmitchev, Poutna, Primakov, des dirigeants politiques des régions militaires de Kiev, du Caucase, de l'Extrême-Orient etc., de leurs collaborateurs, amis, de leur entourage, étaient sans aucun doute considérées par la direction de l'armée comme un discrédit et comme la désorganisation jetés dans cette dernière. Les chefs de l'armée entrèrent en conflit avec le Guépéou, conflit qui très probablement s'aggrava encore sur la base d'autres questions où les intérêts du département militaire se heurtaient à ceux du Guépéou.

Extérieurement la lutte semblait être menée entre le département militaire et le Guépéou, mais en réalité elle se déroulait entre le département militaire et Staline, alors même que les chefs de l'armée ne s'en rendaient probablement pas compte, au moins les premiers temps.

La suite des événements ne peut, nous semble-t-il, être expliquée que par le fait que dans la première phase du conflit Staline se tenait « à l'écart », louvoyait, faisait semblant de garder la neutralité et très probablement, avec son hypocrisie habituelle, poussait les militaires à se découvrir. Une telle attitude de Staline ne pouvait manquer de jeter de l'huile sur le feu. La lutte contre le Guépéou, c'est-à-dire la préservation des intérêts de la défense nationale contre l'arbitraire du Guépéou, a contribué au resserrement des dirigeants de l'armée, a renforcé leur confiance mutuelle et leur solidarité, a réveillé leur activité. Il est peu probable que les choses allèrent au delà. Entre temps, Iagoda et quelques autres guépéouistes particulièrement odieux furent limogés. Il put alors sembler à Toukhatchevski, Iakir, Gemarnik et peut-être même à Vorochilov que c'étaient eux qui avaient vaincu Iagoda. La victoire de Staline-Iejov leur semblait être la leur. Mais Staline, après avoir joué à la neutralité et tendu les pièges, donna à Iejov le signal de l'action. Le département militaire fut désorganisé, ses chefs et des milliers d'officiers qui leur étaient liés furent fusillés.

Si cette explication de l'affaire Toukhatchevski, qui nous paraît être la seule possible, n'apporte rien de neuf, elle jette, après les derniers événements une nouvelle clarté sur le rôle personnel de Vorochilov. Lors de l'affaire Toukhatchevski on pouvait supposer que Vorochilov avait trempé dans la provocation stalinienne. Doublant Staline, il se serait aussi tenu à l'ombre jusqu'au moment décisif, ayant laissé la liberté d'action à Toukhatchevski, Gamarnik et aux autres. Le passé de Vorochilov, homme personnellement dévoué à Staline, manquant d'indépendance et plutôt borné, pouvait confirmer cette impression. Maintenant il faut corriger ce jugement. Il semble bien que Vorochilov était précisément la personnalité qui se trouvait à la tête du « complot » de Toukhatchevski. Mais, en sa qualité de membre du Politbureau, voyant de plus près les intrigues de coulisse et plus expérimenté dans le double-jeu, Vorochilov sentit avant les autres le sens réel du jeu de Staline. Il eut le temps de changer de camp au dernier moment, sauvant sa vie et son poste par la trahison de ses camarades. Mais ce salut n'était en réalité qu'un sursis. Staline est vindicatif : personne n'a encore reussi à regagner la confiance perdue une fois. Si Staline n'est pas pressé d'en finir avec Vorochilov, c'est parce qu'il comprend l'impression que cela produirait en Union Soviétique et dans le monde. Il est fort possible que cette considération fut déjà décisive lors de la « grâce » accordée à Vorochilov en juin de l'année dernière. Mais, fidèle à sa méthode de préparer le coup mortel, lentement, graduellement, Staline commença l'« encerclement » de Vorochilov aussitôt après l'affaire Toukhatchevski.

La première mesure fut la création des Conseils militaires, c'est-à-dire l'introduction du principe tellement nuisible dans le domaine militaire de la direction collective. Cette réforme n'était dictée que par des considérations politiques. Les Conseils militaires ont donné à Staline la possibilité de renforcer son contrôle sur le haut commandement de l'Armée rouge, et, en même temps, de décentraliser dans une certaine mesure un appareil militaire trop puissant, affaiblissant ainsi sensiblement la position de Vorochilov en tant que chef de cet appareil.

C'est le même but, à savoir la décentralisation et l'affaiblissement du département militaire que se propose la récente création d'un commissariat à la Marine de guerre, indépendant du département militaire. La partie la plus privilégiée et la plus fonctionnaire des forces armées de l'U. R. S. S., les troupes du Guépéou et les gardes-frontière se trouvent depuis longtemps soustraite à l'autorité du département militaire. Maintenant, ce dernier s'est vu également privé de l'autorité du département militaire. Maintenant, ce dernier s'est vu également privé de l'autorité sur les forces navales. L'argumentation employé au Conseil Suprême à propos de cette réforme nous semble peu convaincante, surtout à l'heure actuelle, où nous observons chez toutes les grandes puissances la tendance à concentrer dans un seul centre la direction des forces de terre, de mer et de l'air. En outre, la puissance limitée et le caractère de la flotte navale de l'U.R.S.S. la privent de toute importance stratégique indépendante et en font un instrument accessoire de l'armée de terre. Quant à la décision d'augmenter les forces navales, elle n'a rien de neuf. Elle fut prise il y a quelques années et énergiquement appliquée. En 1935, le rapporteur du département militaire au Congrès des Soviets, Toukhatchevski, avait consacré une bonne partie de son exposé à la nécessité de la création d'une puissante flotte navale. (Depuis, un pas en avant important fut fait, du moins en ce qui concerne la flotte sous-marine). Mais ni en 1935, ni plus tard personne ne souleva la question de l'institution d'un département autonome particulier. Ce n'est pas par hasard qu'un des observateurs à Moscou communiquait que cette décision fut une surprise pour tous. Mais, cette mesure serait-elle juste dans son essence, cela ne ferait que prouver en l'occurence que les intérêts objectifs ont coincidé (ce qui, hélas, arrive rarement) avec les intentions de Staline envers Vorochilov. Les commentaires flatteurs au sujet de Vorochilov dans la *Krasnaya Zvezda*, à propos de la réforme ne sont que le voile de fumée du mouvement tournant de Staline.

L' « encerclement » de Vorochilov s'avère beaucoup plus clairement dans la nomination de Mekhlis, le successeur probable de Vorochilov au poste de commissaire à la Défense. Nommant sénateur son cheval, Caligula voulait humilier le Sénat. Nommant au poste de l'un des chefs de l'armée son laquais Mekhlis, Staline se propose des buts bien moins platoniques. Ancien secrétaire privé de Staline, carriériste sans talents, spécialiste des intrigues de coulisse, exécuteur des œuvres les plus basses du patron, Mekhlis n'est puissant que par le soutien de Staline. Mekhlis, commissaire-adjoint à la Défense ! Qui l'aurait cru il y a seulement six mois? Plus le nombre des « ennemis du peuple » que supprime Staline en s'élevant sur leurs cadavres grandit, plus le vide autour du « Vojd » s'élargit. Les réserves des fidèles sont limités aujourd'hui à des individus du type de Mekhlis...

Ayant perdu en juin de l'année dernière tout son haut commandement, Vorochilov est resté suspendu dans l'air. Par la suite il s'est soumis sans protestation à la désorganisation de l'Armée Rouge, sans même bouger le petit doigt lorsque ses deux derniers adjoints, l'amiral Orlov et le général Alksnis (?), furent arrêtés à leur tour. Aujourd'hui il accepte tout. Non seulement il confirme automatiquement tous les projets de son nouvel adjoint, mais il n'a même pas honte de se laisser photographier en compagnie de l'espion en chef placé auprès de lui.

En conclusion mentionnons encore une information intéressante et entièrement digne de foi de notre camarade assassiné Reiss sur le fait que toute la correspondance de Vorochilov est déjà contrôlée par le Guépéou. Ce fait suffit pour caractériser l'attitude de Staline envers Vorochilov. Méthodiquement Staline prépare la « liquidation » de Vorochilov. Il est évidemment impossible d'indiquer une échéance. Staline lui-même ne connaît pas encore cette échéance. Des circonstances imprévues peuvent hâter ou retarder cette liquidation ou même changer le tour des « liquidés ». Nous avons déjà vu comment Molotov, dont le sort n'a tenu assez longtemps qu'à un cheveu, est parvenu tout de même à consolider sa position. Pour longtemps ?... De toute façon ni Vorochilov, ni Molotov, ni Litvinov, ni... beaucoup d'autres ne pourront échapper à leur sort.

LIRE

La semaine prochaine

Nos informations sur le procès de Moscou

SOUSCRIVEZ ! SOUSCRIVEZ !

CERCLE MARX-LENINE
140, rue Marcadet,

Mardi 9 mars, 21 h. : « Les événements de 1848 », par Leclair.

Invitation à tous.

Entrée Libre.

« Quatrième Internationale »

Nous nous excusons du retard dans l'envoi du N° 5 aux abonnés et commande, qui a été dû à une malfaçon. Exceptionnellement, ce numéro coûte 1 fr. Demandez-le d'urgence en effectuant le règlement du N° 4 ; N'oubliez pas non plus la souscription de notre revue. Faites des abonnés, et aidez-nous ainsi à réaliser une parution absolument régulière. Le numéro 6 (mars) est sous presse et paraîtra dans le courant du mois.

Nouveautés

Pour la discussion avec les anarchistes, demandez :

La leçon de l'Espagne, dernier avertissement ! - Beaucoup de bruit autour de Kronstadt, par Léon Trotsky.
1 brochure : 1 franc.
Par 10 ex. : 8 francs.

Contre les Crimes de Staline

Pour la défense de Rakowski, Boukharine,

Contre la répression impérialiste aux Colonies!

Tous au Grand Meeting du S.I.S.L.,
Vendredi 4 mars, à 20 h. 45,
169 bis, rue Marcadet (18e)

ORATEURS :
Gérard Rosenthal, S.I.S.L.;
Rousset, P.O.I.;
Radjef Ben Abdallah, du Parti du Peuple Algérien;
Guérin, du P.S.

Le Gérant : AIACHE

Imp. La Renaissance, Paris. Tél. Nord 72-38.